

Devises :

Le ministre de la Communication dément des rumeurs sur le CFA

Le ministre mauritanien de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hamoud Ould Abdi, a démenti mercredi des rumeurs qui circulaient ces derniers jours à Nouakchott sur une possible interdiction de certaines devises sur le marché financier local, notamment le Franc CFA.

Ces rumeurs, apparemment propagées par des spéculateurs, évoquaient également une possible fermeture des frontières avec les pays de la zone franc riverains que sont le Sénégal et le Mali. "Il n'y a pas de devises interdites ou de frontières qui seraient fermées pour telle ou telle devise", a affirmé Hamoud Ould Abdi. Le ministre, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, démentait indirectement les rumeurs selon lesquelles le gouvernement aurait pris des mesures contre le Franc CFA notamment: selon ces rumeurs, le CFA ne serait plus côté par la Banque Centrale de Mauritanienne (BCM) et des quantités énormes avaient été saisies par la douane au cours des deux dernières semaines.

Le gouvernement mauritanien mène depuis deux semaines une opération coup de

poing sur le marché de devises de Nouakchott pour faire respecter les cotations fixées par la Banque Centrale (BCM) et soutenir l'Ouguiya, qui perdait chaque jour de la valeur, causant une flambée des prix sans précédent. Selon les services concernés par l'opération, des montants importants en devises (dollars, Euros, CFA et autres), en infraction par rapport à la loi, ont été saisis et leurs détenteurs frappés par des amendes. "Nous avons décidé de tout remettre en ordre, dans le respect de la loi", a expliqué le ministre qui assure que, "dans le pays tout comme aux frontières le commerce de devises continue sans aucune entrave". Le porte-parole du gouvernement mauritanien a affirmé que les mesures d'assainissement du marché financier seront poursuivies "avec rigueur et détermination", qualifiant les auteurs de ces manquements de "criminels, dont l'action nocive pour le pays (...) a atteint un degré insupportable".

Par ailleurs, le ministre a annoncé le parachèvement cette semaine d'un plan gouvernemental visant à contrecarrer la hausse des prix par l'ouverture de "boutiques-témoins", chargées de vendre une vingtaine de produits de première nécessité à des "prix abordables".